

*Questions orales*

**M. McDermid:** Vous pouvez parler de naïveté!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Si les négociations sont rompues, ce qui nous paraît une bonne chose, quand le gouvernement et le Premier ministre vont-ils présenter aux Canadiens une politique économique nationale intelligente, complétée d'une politique commerciale utile, pour remettre notre économie dans le droit chemin?

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous proposons actuellement aux Canadiens une politique économique globale qui a permis de créer 907 000 nouveaux emplois depuis que notre gouvernement a accédé au pouvoir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** C'est le taux de croissance le plus élevé de tous les pays de l'OCDE, des vingt-quatre pays industrialisés du monde.

**M. McDermid:** Vous devriez applaudir.

**M. Mulroney:** Le député dit qu'il y a un an et demi, il a souligné la nécessité d'instaurer un mécanisme exécutoire pour régler les conflits.

Cela fera deux ans vendredi, j'ai déclaré à propos de cette question que la solution de ce problème résidait dans la conclusion d'un accord exécutoire garantissant des échanges commerciaux réciproques entre les deux pays et supprimant les obstacles qui s'y opposent.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ce n'est pas un mécanisme de règlement des conflits.

**M. Mulroney:** C'est ainsi que nous concevons le commerce international et il est évident que nous devons trouver des moyens spéciaux et directs de garantir et d'augmenter nos échanges bilatéraux annuels d'une valeur de 155 milliards avec les États-Unis.

Depuis le départ, monsieur le Président, nous avons reconnu qu'il n'était peut-être pas facile et qu'il risquait même d'être très difficile de conclure un accord commercial global avec les États-Unis. Nous estimons qu'un bon accord peut également être équitable et être très avantageux pour le Canada comme pour les États-Unis. Tel est l'instrument de libéralisation des échanges que nous cherchions à mettre en place dans l'intérêt de nos deux pays et pour servir d'exemple au monde entier.

Nous avons remarqué avec regret que les États-Unis n'avaient pas encore pris les mesures voulues pour faire de cet espoir une réalité.

## LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Pendant les négociations qui durent depuis deux ans et demi, le premier ministre a fait de nombreuses concessions sur des questions précises.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Chaque fois que nous avons demandé au premier ministre ce que le Canada obtiendrait grâce à cet accord, il nous a déclaré, ainsi qu'à la Chambre et au reste du pays «Attendez de voir l'accord».

Le premier ministre a cédé pour les questions du bois-d'oeuvre, des bardeaux, de la potasse et de l'industrie de l'édition. Peut-il me dire ce que nous avons gagné dans ces négociations?

**M. Riis:** Un désastre.

• (1425)

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Qu'avons-nous gagné?

**Des voix:** Rien du tout.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Puisque les négociations semblent terminées, a-t-il l'intention de reprendre ce que nous avons perdu depuis deux ans et demi que durent ces négociations?

Au lieu d'essayer de se cacher derrière le drapeau canadien, le premier ministre n'admettra-t-il pas honnêtement, devant la Chambre et les Canadiens, que nos relations avec les États-Unis ont empiré depuis le début des négociations?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je me serais abstenu d'en parler, mais puisque mon honorable ami soulève la question, j'ai sous les yeux le *Star* de Toronto du 22 mars 1987 où l'on peut lire le titre suivant: «Le libéral Donald Johnston exhorte les autres députés libéraux à appuyer le libre échange»; autrement dit, l'un des principaux députés du caucus libéral a donné ouvertement son avis sur cette question. Les libéraux ont été . . .

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Et votre déclaration de 1983, Brian?

**M. Riis:** Quelle était votre position en 1983, Brian?

**M. le Président:** Je sais que les députés veulent entendre la réponse du très hon. premier ministre.

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, un autre libéral parmi les plus éminents du Canada a présidé la commission royale qui a fixé un objectif et je pense qu'il importe de le signaler. La Commission royale Macdonald a déclaré: «Les négociations avec les États-Unis sont une mesure prudente qui nous aidera à enrichir le Canada et, ce faisant, à renforcer la trame de notre pays et à nous donner une plus grande assurance.»

Le parti libéral n'a pas besoin de convaincre les Canadiens. Ils connaissent déjà son antipathie et son sentiment d'amertume à l'égard des États-Unis.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Tout le monde le sait. Ce n'est pas la position de mon gouvernement. Nous estimons qu'une collaboration est possible avec les États-Unis d'Amérique en vue d'assurer des emplois, des richesses et la prospérité pour tous les Canadiens.